

DSNA

Direction de la Technique et de l'Innovation

MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

MPA-25-21090

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées -
Code de la commande publique)

Type de contrat

Marché ordinaire de travaux

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats MPA-25-21090	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Karine PARIZET	Rédactrice et chargée de suivi	V	KP
Marie-Hélène TURA	Chef de l'antenne DTI du Pôle Achats DSNA	A	MHT

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : MPA-25-21090 Classement et archivage du document Fichier : MPA-25-21090_CCAP_V1R0	
---	--

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V1R0	20/06/2025	Version finale	KP

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT.....	3
2.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
7.	LITIGE ET SANCTIONS	10
8.	FIN DU CONTRAT	16

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières référencé MPA-25-21090_CCTP.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

Aéroport de Saint-Pierre Pointe Blanche
Route de la Pointe Blanche
97500 SAINT PIERRE
SAINT PIERRE ET MIQUELON

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les documents contractuels applicables au présent marché sont, par ordre d'importance et de priorité :

- l'acte d'engagement (AE),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation,
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- le document de spécifications générales pour les installations de la Navigation Aérienne, SPEC 20 (édition de janvier 2020) intégré au dossier de consultation,
- le guide d'aide à la protection contre la foudre des installations de la Navigation Aérienne, GPF 20 (édition de juin 2020) intégré au dossier de consultation.

■ Autres documents applicables :

Le marché est constitué des autres documents suivants :

- les ordres de service émis et notifiés ;
- les procès-verbaux de réception des travaux.

Dispositions relatives aux ordres de service :

L'ordre de service est écrit par l'acheteur, daté et numéroté. La notification est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant l'heure de sa réception. Il comprend la référence du marché, les prestations concernées et la date de point de départ du délai contractuel. Le titulaire en accuse réception datée. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service. Ce délai s'entend en jours calendaires et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit).

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Dispositions relatives au PV :

Les travaux sont réceptionnés par le Chef du pôle INS ou son représentant. Un procès-verbal est rédigé.

1.2. Intervenants

L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage : DSNA/DTI

Personne représentant l'Acheteur : Monsieur le Directeur de la Direction de la Technique et de l'Innovation de la direction des services de la navigation aérienne.

Maîtrise d'œuvre du projet : Chef du pôle INS ou son représentant.

Coordination sécurité – protection de la santé : Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

Un plan de prévention sera établi par le titulaire au démarrage de la prestation comme indiqué à l'article 1.6 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat un Responsable d'Affaires chargé de mener à bien et dans les délais l'ensemble du projet. En phase études, le Chargé d'Affaires s'appuiera sur un Responsable Etudes.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat font l'objet d'une décomposition en 3 phases lancées par ordre de service :

- Phase 1 : Phase préparatoire
- Phase 2 : Travaux
- Phase 3 : Réception et formation

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée ferme de **36 mois** à compter de la date précisée sur le premier ordre de service portant lancement d'exécution des prestations.

Les délais de préparation et d'exécution sont inclus dans la durée globale du contrat.

Le présent contrat n'est pas reconductible.

■ Délais d'exécution :

Un ordre de service sera établi pour déclencher l'exécution de chaque phase.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le délai imparti à la personne publique pour lancer ce premier ordre de service, sans préjudice pour le titulaire, est de neuf mois.

Le délai de chaque phase est indiqué dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ Période de préparation :

La période de préparation part à compter de la date précisée sur l'ordre de service portant lancement d'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, sa durée est fixée par le candidat dans la DPGF.

■ Prolongation du délai d'exécution :

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux, une prolongation du délai de préparation ou d'exécution peut être accordée par la Personne Signataire du Marché au nom de l'Etat ou son représentant au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la commande dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

Ils sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale.

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de révision** utilisée est la suivante :

$$P(n) = P_o \times [0,6 \times (010764225 (n) / 010764225 (o)) + 0,4 \times (ICHT_IME(n) / ICHT_IME(o))]$$

dans laquelle:

- P(n) est le prix révisé pour l'année N ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo), mois de remise de l'offre finale ;
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois Mo ;
- au numérateur, figure la dernière valeur définitive connue de l'indice au 1er janvier de l'année de révision.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
010764225	Fils, câbles et matériel d'installation électrique – Publication INSEE
ICHT-IME	Indices de prix du coût horaire du travail révisé tous salariés - Industries mécaniques et électriques – Publication LE MONITEUR

Le coefficient de révision obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul par l'acheteur et l'application du coefficient de révision intervient le 1er janvier de chaque année de validité du contrat.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

■ **TVA :**

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

4.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il est fait application de l'option A du CCAG.

Sauf renoncement du titulaire, une avance est versée si le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du contrat. Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Elle est égale à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du contrat n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du contrat divisé par sa durée exprimée en mois.

Selon les dispositions de l'article R2191-7 3° du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30% si le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'impute en une fois sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant du contrat et dès lors que le montant de la facture est supérieur au montant de l'avance. Si le remboursement de l'avance n'est pas possible dans ces conditions du fait de l'insuffisance du montant de la facture, il s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant du contrat.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les projets de décomptes afférents au paiement comportent, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Numéro, référence et objet du marché,
- Nom et adresse du créancier,
- Prix unitaires HT et TTC,
- Taux et montant de la TVA.

Ils sont expédiés simultanément aux adresses mails suivantes :

- jennifer.mace@aviation-civile.gouv.fr (suivi financier)
- meriem.elkanouni@aviation-civile.gouv.fr (suivi financier)
- michael.beautret@aviation-civile.gouv.fr (suivi technique)
- thierry.duffour@aviation-civile.gouv.fr (suivi technique)
- eric.ouanes@aviation-civile.gouv.fr (encadrement technique)
- nicolas.nockels@aviation-civile.gouv.fr (encadrement technique)
- marc.deginther@aviation-civile.gouv.fr (encadrement technique)

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

L'administration n'est pas engagée au respect du délai de paiement relatif à un projet de décompte transmis à une adresse autre que celles mentionnées ci-dessus.

Les décomptes mensuels établis par le maître d'ouvrage sont transmis au titulaire qui a la charge de les déposer de façon dématérialisée dans le portail de facturation électronique de l'Etat (cadre de facturation A6).

Le titulaire utilise à cet effet le portail sécurisé Chorus Pro, à l'adresse suivante : www.chorus-pro.gouv.fr

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants :

- Le numéro de SIRET de la DGAC : 12006401900074,
- Le numéro à 10 chiffres de l'engagement figurant sur le décompte mensuel,
- Le code à 2 chiffres du service exécutant DTI : 02.

■ Périodicité des paiements :

Acomptes

En application des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut percevoir des acomptes mensuels. Conformément à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le titulaire établira un projet de décompte mensuel basé sur un constat d'avancement des prestations. Celui-ci sera accepté ou modifié par le maître d'œuvre. Il permettra au maître d'œuvre d'établir le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Solde

Les articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux s'appliquent. A l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final. Celui-ci sera accepté ou modifié par le maître d'œuvre et deviendra alors le décompte final. Sur cette base, le maître d'œuvre établira le décompte général.

■ Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et à ses co-traitants en cas de groupement.

■ Comptable assignataire des paiements :

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable secondaire du Budget Annexe Contrôle et Exploitation Aériens, 1 avenue du Dr M. Grynfogel – CS 53584 – 31035 TOULOUSE Cedex 01.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ **Retenue de garantie :**

Pas de retenue de garantie prévue pour ce contrat.

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ **Documentation :**

La documentation et les modalités de remise de cette documentation sont décrites du chapitre 7 de la Fiche 1 « Conditions d'exécution des travaux » du document SPEC 20.

5.2. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique et de l'article 20.2 du CCAG, les conditions d'exécution du contrat comportent des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont précisées au chapitre 4.3.3 du CCTP et portent sur :

- la protection de l'environnement,
- la gestion des déchets,
- la gestion des nuisances (bruit et pollution).

Par ailleurs, le titulaire privilégiera :

- les transmissions de documents sous forme électronique plutôt que papier,
- les échanges nécessaires à la préparation des missions par messagerie électronique, par téléconférence ou visioconférence.

■ **Gestion des déchets :**

Le titulaire effectue les opérations prévues à l'article 3.11 de la fiche 1 du document SPEC 20. Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG, un schéma d'organisation et de gestion des déchets n'est pas demandé au titulaire. Conformément à l'article 36.2.2 du CCAG, le titulaire fournit les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôts des déchets de chantier.

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers, le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

Diminution de la production de déchets :

Le titulaire s'attache particulièrement à prendre les dispositions adéquates qui permettent de diminuer la production de déchets.

Traitement des autres déchets :

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers, le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

5.3. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modification du contrat :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement ;
- le réexamen du montant du présent contrat en raison d'aléas techniques apparus lors de l'exécution du contrat ou en raison de prestations supplémentaires non prévues initialement mais nécessaires à l'achèvement des travaux ;
- le réexamen des clauses du contrat en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de ce dernier (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution, etc).

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

CLAUSE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :

- Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux, en cas de suppression d'un indice en cours d'exécution du contrat : si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service.
L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

■ Langue :

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances (assurance de responsabilité civile professionnelle **et** assurance de responsabilité civile décennale) permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8 du CCAG.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

Pour les prestations soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du code des assurances, le titulaire s'engage à fournir l'attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date d'ouverture du chantier et pour les activités objet du contrat.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

■ Obligation liée au règlement EURATOM :

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ **Obligation du dépôt du BEGES sur le site de l'ADEME :**

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21/11/2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, les acheteurs de l'Etat mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six mois après la date de notification du contrat.

Également, si le BEGES communiqué au stage de la candidature ou après la notification du contrat arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'acheteur sera en droit d'obtenir, en cas de faute prouvée du Titulaire, réparation du préjudice direct en résultant à concurrence du montant HT du marché.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

■ Mesures de sécurité :

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombe en sa qualité d'employeur. Pour les prestations de tests nécessitant la présence du personnel du titulaire dans les locaux des sites de la DGAC, le titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel. En effet, certains sites étant classé *Etablissement à Accès Surveillé*, comprenant une zone restrictive, l'acceptation de leurs candidatures pourra éventuellement faire l'objet de conditions réglementaires. Les personnels du titulaire seront astreints aux mêmes conditions d'accès aux locaux de l'acheteur que les personnels des sites concernés tout en restant soumis à la convention collective de leur société.

■ Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, la pénalité applicable en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux est calculée au moyen de la formule suivante : $P = V \times R / 1000$</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité</p> <p>V : valeur HT et hors révision de prix des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable</p> <p>R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Le montant des pénalités n'est pas soumis à la variation de prix.</p>

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Absence à une réunion de chantier	<p>En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, en cas de représentation par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200,00 € HT par réunion.</p> <p>Pour chaque absence, la moitié de cette somme sera due en cas de retard de plus de 30 minutes.</p>
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 1000 euros HT par manquement.</p>
Non-respect du tri des déchets sur le chantier	<p>En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, le titulaire en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 36.2.3, une pénalité fixée à 300,00 € HT pour chaque manquement (non-remise d'une attestation de recyclage, bordereau de suivi ou de dépôt des déchets suite à l'évacuation de déchets ou matériels).</p>
PSSI	<p>La DGAC notifiera au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception la liste des exigences PSSI pour lesquelles elle aura constaté un non-respect.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir à la DSNA un plan d'action pour la mise en conformité ; - Mettre en œuvre ce plan d'action. <p>Si des non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de mise en conformité, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Leur montant est établi à partir de la somme S des montants des prestations commandées et non achevées au jour de la notification de la pénalité.</p> <p>Hors de toute règle de calcul spécifiquement définie par ailleurs, les pénalités HT par jour calendaire sont de S/300. En tout état de cause, le montant minimum des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire.</p>
Remise de la documentation prévue au contrat	<p>En cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 € HT.</p>

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

7.2. Autres stipulations

■ Précompte des pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, le montant des pénalités de retard est précompté lors du paiement des factures afférentes. Un état des décomptes provisoires est transmis au titulaire qui a un délai de 15 jours à compter de la réception de cet état pour présenter ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, le montant de la pénalité est d'office maintenu.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Le titulaire est exonéré des pénalités pour retard si le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du contrat.

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8. FIN DU CONTRAT

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié pour faute du titulaire à tout moment par décision unilatérale de l'administration sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risque du titulaire, lorsque :

- une des conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux est remplie (cas de résiliation pour faute du titulaire),
- le Titulaire est jugé incapable de fournir le personnel ayant la qualification et la compétence requise pour exécuter la prestation,
- le personnel d'encadrement du titulaire quitte l'entreprise avant la fin de la prestation sans accord de l'administration sur le remplacement proposé,
- la charte informatique et sécurité en vigueur à la DSNA n'est pas respectée par les personnels du titulaire,
- les règles d'exclusion ne sont pas respectées,

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation énergie de l'aéroport de Saint-Pierre et Miquelon	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2025-06-20	

- la clause de confidentialité n'est pas respectée,
- le titulaire a contrevenu aux articles D.8222-5 et D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

■ Tribunal compétent

Tout litige pouvant naître de l'exécution ou de l'interprétation des présentes sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Saint-Pierre et Miquelon.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

■ Garantie :

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG, les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 24 Mois à compter de la date d'effet de leur réception.

Le titulaire s'engage à suivre les consignes définies à l'article 4.9 du CCTP.

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 1.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Délais d'exécution* de l'article 3 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG.
La rubrique *Prolongation du délai d'exécution* de l'article 3 déroge à l'article 18.2 du CCAG.
La rubrique *Période de préparation* de l'article 3 déroge à l'article 28.1 du CCAG
La rubrique *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* de l'article 4.1 du contrat déroge à l'article 14.4.3 du CCAG
La rubrique *Clause de réexamen DSNA* de l'article 5.3 du contrat déroge à l'article 9.4.3 du CCAG
La rubrique *Gestion des déchets* de l'article 5.2 du contrat déroge à l'article 36.2.1 du CCAG.
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 19.2.3 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 36.2.3 du CCAG
La rubrique *Précompte des pénalités de retard* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 19.2.4 du CCAG
La rubrique *Délai de garantie* de l'article 8 du contrat déroge à l'article 44.1 du CCAG